

Pierre LEVALLOIS

38 ans – né le 9 septembre 1987, à Lyon (69)

pierre.levallois@univ-lyon3.fr



I – FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES

2024-2025 : Admissible au concours de l'agrégation en droit public

2021-2022 : Sous-admissible au concours de l'agrégation en droit public

Fév. 2020 : Qualifié aux fonctions de **Maître de conférences** (CNU section 02)

2019-2020 : Sous-admissible au concours de l'agrégation en droit public

2010-2019 : **Doctorat de droit public**

- Titre de la thèse : ***L'établissement public marchand – Recherche sur l'avenir de l'entreprise en forme d'établissement public***
- Thèse soutenue le 18 mars 2019 à l'Université Jean Moulin – Lyon 3, sous la direction du Professeur Caroline Chamard-Heim devant un jury présidé par le Professeur Gabriel Eckert (Strasbourg) et composé des Professeurs Sophie Nicinski (Paris 1 – *rapporteur*) et Benoît Plessix (Paris 2 – *rapporteur*), Michaël Karpenschif (Lyon 3 – *suffragant*) et Caroline Chamard-Heim (Lyon 3)

2013-2014 : **Master 2**, Droit des contrats publics, Université Lyon 3

2009-2010 : **Master 2**, Droit public fondamental, Université Lyon 3

2008-2009 : **Master 1 Droit public**, Université Lyon 3

2008 : **DU de droit anglais**, Université Lyon 3

2005-2008 : **Licence en droit public**, Université Lyon 3

II – FONCTIONS OCCUPÉES

- Position :** Maître de conférences en droit public, Faculté de droit, Université Lyon 3
- 2023-2026 :** Maître de conférences en droit public, École de droit de l'Université Clermont Auvergne
- 2020-2023 :** Maître de conférences en droit public, Faculté de Droit, Économie et Administration de Metz, Université de Lorraine
- 2019-2020 :** Enseignant-chercheur contractuel (LRU), Université de Nîmes
- 2018-2019 :** Chargé d'enseignements vacataire, IEP de Grenoble
- 2015-2017 :** Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Lyon 3
- 2011-2012 :** Assistant de justice, Cour administrative d'appel de Lyon
- 2010-2015 :** Chargé d'enseignements vacataire, Université Lyon 3

III – ACTIVITÉS DE RECHERCHE

1. Activités individuelles

a) OUVRAGE

- 1) *L'établissement public marchand – Recherche sur l'avenir de l'entreprise en forme d'établissement public*, Dalloz, 2021, coll. « Nouvelle bibliothèque des thèses », vol. 208
 - Signalée dans la rubrique « Ma thèse en 3000 signes », *Dr. adm.*, n° 12, déc. 2019, p. 13
 - Chroniquée par N. Foulquier, « Chronique des thèses », *RFDA*, 2021, p. 205
 - Honorée du Prix de thèse Dalloz

b) ARTICLES

- 2) « Existe-t-il encore un particularisme concurrentiel des activités économiques de service public ? », *JCP A*, n° 27, 6 juill. 2026, étude 2224
- 3) « (Nouvelle) sortie de route pour l'externalisation », *AJDA*, 2026, p. 809 (Tribune)
- 4) « Du droit public de l'économie au droit public des affaires », *Revue critique de droit et de politique économiques* n° 1, mars 2026
- 5) « Commande publique : l'intensification de la concurrence par les contrôles », avec A. Podlinski, *JCP A*, n° 10-11, 9 mars 2026, étude 2090
- 6) « L'établissement public comme mode de gestion du service public culturel », in S. Saunier (dir.), *Le service public culturel. États des lieux et perspectives*, LexisNexis, 2025, pp. 63-76
- 7) « EDF : l'histoire du contrôle d'un opérateur public » in J.-C. Rotoullé et F. Tarlet (dir.), *Énergie et propriété publique*, IGJD, 2025, pp. 213-225
- 8) « Un droit privé administratif des biens ? » avec F. Tarlet, in A. Jacquemet-Gauché et I. Michalis, *Droit privé administratif*, IFJD, 2025, pp. 125-139
- 9) « L'apport de la *compliance* à la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux », *Cahiers de droit de l'entreprise*, n° 1, janv.-fév. 2025, dossier 6
- 10) « Actionnariat public et énergies renouvelables », *JCP A*, n° 3, 20 janv. 2025, étude 2017

- 11) « Mobilités urbaines et opérateurs publics », *RFDA*, 2024, p. 1052
- 12) « L'association gestionnaire de service public », in Ch. Roux et C. Meurant (dir.), *Associations et droit public*, IFJD, 2024, p. 103
- 13) « L'Assemblée contre le marché : drôle de match pour le capital d'EDF », *AJDA*, 2024, p. 1807
- 14) « Le contrôle des investissements étrangers en France », in F. Tarlet (dir.), *Les biens publics à l'étranger*, Dalloz, 2024, p. 181
- 15) « Le justiciable, bénéficiaire de l'effet utile ? », *JCP A*, n° 47, 27 nov. 2023, étude 2351
- 16) « L'ONF à marche forcée vers la privatisation statutaire de ses agents », *AJFP*, 2023, p. 330
- 17) « L'exorbitance du droit du domaine privé », *JCP A*, n° 24, 19 juin 2023, étude 2198
- 18) « Le domaine privé et le droit administratif – Introduction », avec P. Caille, *JCP A*, n° 24, 19 juin 2023, étude 2196
- 19) « Gâchis atomique », *JCP A*, n° 22, 5 juin 2023, act. 361
- 20) « Célébrer l'arrêt *Blanco* ? », *JCP A*, n° 12, 27 mars 2023, étude 2095
- 21) « Le recours en responsabilité en cas de privation ou de restriction du droit de propriété », in J. Travard (dir.), *La protection des droits fondamentaux par le recours en responsabilité*, Mare & Martin, 2023, p. 175
- 22) « Le financement public du nucléaire civil », in N. Pauthe (dir.), *Le droit public interne face aux spécificités du nucléaire civil*, PU Clermont, 2022, p. 187
- 23) « Le groupe public », *RDP*, 2021, p. 1496
- 24) « De l'excès de pouvoir à la pleine juridiction », *JCP A*, n° 50, 13 déc. 2021, étude 2376
- 25) « Les progrès de l'action indemnitaire en *private enforcement* », *CMP*, nov. 2020, étude 9
- 26) « *In house* et compétence », *JCP A*, n° 28, 13 juill. 2020, étude 2206
- 27) « L'équilibre menacé de la procédure fiscale », *RFDA*, n° 3, mai-juin 2020, p. 525
- 28) « La nouvelle SNCF : du groupe public ferroviaire au groupe public unifié », *Dr. adm.*, n° 10, oct. 2019, étude 12
 - Article honoré du premier prix Michel Bazex du meilleur article de droit public des affaires (mars 2020)
- 29) « La loi *Pacte* et les privatisations : la nouvelle vague ? », *Droit de la voirie*, n° 208, mai-juin 2019, p. 97

c) NOTES DE JURISPRUDENCE ET CHRONIQUES

- 30) « Chronique des entreprises et participations publiques (oct. 2024-oct. 2025) », *Lexbase Public*, n° 778, nov 2025
- 31) « L'EPIC, le statut du personnel et le code du travail », note sous CE, 4 janv. 2024, *Comité central et économique de l'Agence française de développement et autres*, n° 466189, *AJDA*, 2024, p. 746
- 32) « Chronique du secteur public (mars 2023 – septembre 2023) », *Lexbase – Hebdo édition publique*, 7 déc. 2023
- 33) « L'annulation contentieuse de la suspension d'un agent n'a pas à faire l'objet d'une régularisation rétroactive », obs. sous CAA Paris, 23 fév. 2023, n° 21P103995, *M. C. c/ Recteur de l'Académie de Paris*, *AJFP*, 2023, p. 452

- 34) « Chronique du secteur public (octobre 2022 – février 2023) », *Lexbase – Hebdo édition publique*, 17 mai 2023
- 35) « Le litige relatif à la suspension d'un délégué du procureur de la République relève de la juridiction judiciaire », obs. sous CAA Nancy, 3 oct. 2022, n° 20NC02564, *AJFP*, fév. 2023, p. 105
- 36) « Chronique du secteur public (mars 2022 – septembre 2022) », *Lexbase – Hebdo édition publique*, 1^{er} déc. 2022
- 37) « Le gardien pris dans les filets de l'action domaniale », note sous CE, 31 mai 2022, *Société Mayer c/ préfet des Alpes-Maritimes*, n° 457886, *JCP A*, n° 37, 19 sept. 2022, comm. 2256
- 38) « Chronique du secteur public (septembre 2021 – février 2022) », *Lexbase – Hebdo édition publique*, 12 mai 2022
- 39) « La qualité d'ouvrage public s'apprécie à la date du fait générateur du dommage », obs. sous Civ 3^e, 16 fév. 2022, n° 21-12.107, *JCP A*, n° 16, 25 avril 2022, comm. 2138
- 40) « Modernisation de la protection du domaine public ferroviaire », *JCP A*, n° 29, 19 juill. 2021, comm. 2236
- 41) « La protection du concessionnaire par l'autorité gestionnaire du domaine public », note sous CAA Lyon, 1^e chambre, 23 sept. 1997, n° 94LY01164, *Ministre de l'Équipement, des Transports et du Tourisme*, in Chamard-Heim C., Meurant C., Testard Ch. et Untermaier-Kerléo É. (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, LexisNexis, 2021, p. 257
- 42) « L'apport de l'IFPEN au droit de la garantie implicite », note sous Trib. UE, 5 oct. 2020, *IFPEN et République française c/ Commission*, aff. jtes T479/11 RENV et T157/12 RENV, *AJDA*, 2021, p. 625
- 43) « L'usager du SPIC enchaîné à la compétence judiciaire », note sous Cass. Civ. 1^e, 14 nov. 2019, *Société PCA c/ SNCF Réseau*, n° 18-21.664, *AJDA*, 2020, p. 1549
- 44) « Expulsion des occupants sans titre d'une propriété privée : la continuité du service public administratif attractive de la compétence du juge administratif », obs. sous TA Paris, 24 janv. 2020, n° 2000208/4, *JCP A*, n° 14, 6 avril 2020, comm. 2105
- 45) « Retour sur la rationalisation de la jurisprudence *Époux Barbier* », note sous T. confl., 11 janv. 2016, *Comité d'établissement de l'unité clients et fournisseurs Île-de-France des sociétés ERDF et GRDF c/ Sociétés ERDF et GRDF*, n° 4038, *JCP A*, n° 50, 19 déc. 2016, comm. 2334
- 46) « La construction d'une piscine municipale ne présente pas un degré de complexité propre à justifier le recours au contrat de partenariat », note sous C.A.A. Lyon, 2 janv. 2014, *Conseil régional de l'Ordre des architectes d'Auvergne c/ Commune de Commentry*, n° 12LY02827, *ALYODA rev. jurisp.*, 2014, n° 2
- 47) « Du nouveau sur le principe d'impartialité », note sous C.A.A. Lyon, 6 mars 2012, *M.V c/ commune de Clermont-Ferrand*, n° 11LY01286, *ALYODA rev. jurisp.*, 2012, n° 3
- 48) « La demande de frais irrépétibles postérieure au désistement de la partie adverse est désormais recevable », note sous C.A.A. Lyon, 28 juin 2011, *Société Duralux International*, n°s 10LY00815, 10LY00817, 10LY00912 et 10LY01001, *ALYODA rev. jurisp.*, 2012, n° 1

d) COMMUNICATIONS NON PUBLIÉES

- 49) « Seconde conférence introductive du CORPP », *Les conférences du Collège de réflexion sur les puissances privées*, avec Élise Fraysse, 26 mars 2026 (en ligne)
- 50) « L'entreprise est-elle un État comme les autres ? », avec S. Bernard, *Chez Michoud – Cycle de discussions grenobloises sur les transformations du droit administratif*, Université Grenoble-Alpes, 11 juin 2024
- 51) « Les délais et la contrainte du jugement dans un délai raisonnable », in P. Caille (dir.), *Les délais dans le contentieux administratif*, Université de Lorraine, 23 sept. 2021

e) COURS EN LIGNE

- 52) Cours de Droit public économique de l'Université numérique juridique francophone (UNJF)

2. Activités collectives

a) LABORATOIRES DE RATTACHEMENT

- Membre du Centre Michel de l'Hospital (UR 4232), Université Clermont Auvergne
- Chercheur associé à l'Équipe de droit public de Lyon, Université Lyon 3 (UR 666)

b) ORGANISATION DE COLLOQUES

- *Les conférences du Collège de réflexion sur les puissances privées*, avec F. Blanc, É. Fraysse, M. Laporte, M. Lavaine et Léo Vanier (en ligne, depuis 2026)
- *Le domaine privé et le droit administratif*, P. Caille et P. Levallois (dir.), Université de Lorraine, 30 mars 2023, *JCP A*, n° 24, 19 juin 2023, études 2196 et suiv.
- Co-organisation d'un cycle de conférences « La thèse en droit public », IRENEE, Université de Lorraine, 2022-2023
- *Les ajustements contemporains du droit de l'ouvrage public*, P. Caille et P. Levallois (dir.), IRENEE, Université de Lorraine, 14 oct. 2021

c) PARTICIPATION À DES LEÇONS D'AGRÉGATION EN PRÉPARATION LIBRE

- Benjamin Lecoq-Pujade – Concours d'agrégation de droit public 2022 (Droit administratif – à distance)
- Élise Fraysse – Concours d'agrégation de droit public 2022 (Histoire des idées politiques – Chef d'équipe)
- Émilie Barbin – Concours d'agrégation de droit public 2022 (Droit constitutionnel – Chef d'équipe)
- Xavier Aumeran – Concours d'agrégation de droit privé 2021 (Chef d'équipe)
- Christophe Testard – Concours d'agrégation de droit public 2018 (Droit constitutionnel – Chef d'équipe)
- Christophe Roux – Concours d'agrégation de droit public 2016 (Droit européen)

d) ACTIVITÉS ASSOCIATIVES

- Membre de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA)
- Membre de l'Association lyonnaise de droit administratif (ALYODA)
- Membre fondateur du Collège de réflexion sur les puissances privées

IV – ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

1. RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

2024-2026 : **Directeur du Master 1 Droit public interne**, École de droit de l'Université Clermont Auvergne

2. ENSEIGNEMENTS ACTUELS (COURS MAGISTRAUX)

- **Droit public économique**, 12h, Master 1 Droit public interne, École de droit, Université Clermont Auvergne
- **Droit public de la concurrence**, 16h, Master 1 Carrières publiques, École de droit, Université Clermont Auvergne
- **Droit des entreprises et des participations publiques**, 16h, Master 2 Droit des affaires des collectivités publiques, École de droit, Université Clermont Auvergne
- **Droit des entreprises et des participations publiques**, 24h, Master 1 Droit public des affaires, Université Jean Moulin Lyon 3
- **Droit administratif approfondi**, (30h), Master 2 Droit public approfondi, École de droit, Université Clermont Auvergne
- **Droit de l'environnement**, 24h, Master 1 Droit public interne, École de droit, Université Clermont Auvergne
- **Organisation administrative et juridictionnelle**, 30h, Licence 1, École de droit, Université Clermont Auvergne

2. ENSEIGNEMENTS PASSÉS (COURS MAGISTRAUX)

- **Contentieux administratif**, 32h, Licence 3 ; **Contentieux de l'urbanisme**, 6h, Master 2 ; **EU Institutional Law**, 24h, L1 langues, (en anglais) ; **Droit des travaux publics**, 36h, Master 1 ; **Théorie de la commande publique**, 18h, Master 2 ; **La V^e République**, 30h, Licence 1 ; **Droit institutionnel de l'Union européenne**, 18h, Licence 1 ; **Contentieux des affaires en droit de l'Union européenne**, 20h, Master 2 ; **Libertés de circulation et libre concurrence**, 24h, Master 1 ; **Protection internationale et régionale des droits de l'homme**, 24h, Master 1 ; **Procédure contentieuse de l'Union européenne**, 24h, Master 1 ; **Droit international public**, 30h, Licence 3 ; **Institutions internationales**, 32h, Licence 1 ; **Contrats publics locaux**, 20h, Master 2.

3. ENCADREMENT DE MÉMOIRES

Master 2 Droit public approfondi, École de droit de l'Université Clermont Auvergne (2025-2026)

- M. Mamadou Diop, *La neutralité commerciale* (avec É. Fraysse)
- M. Patrick Jacques, *L'émergence d'un droit public de l'économie de protection*

Master 2 Droit public des affaires, Université Jean Moulin Lyon 3 (2025-2026)

- Mme Brune Fatton, *L'essor d'un protectionnisme européen*
- Mme Laure Schwarczer, *Le statut de l'élu local mandataire social d'une entreprise publique locale*
- M. Maxime Paulin, *La compliance, levier de coopération entre l'État et les entreprises*

V – ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

2023-2027 : Membre titulaire du **Conseil national des universités**, section 02 (nommé)

2023-2024 : Membre d'un **comité de sélection** pour le recrutement d'un Maître de conférences en droit public (Université Clermont Auvergne)

2022-2023 : Président d'un **comité de sélection** pour le recrutement d'un Maître de conférences en droit public (Université de Lorraine)